



Couverture publique des échographies : Il faut des balises pour éviter les erreurs du passé

D'entrée de jeu, je veux insister sur le fait que la Fédération des médecins spécialistes du Québec souscrit à l'objectif du gouvernement d'améliorer l'accessibilité aux examens d'échographies et d'élargir l'offre de services donnés aux patients du Québec par les médecins radiologistes en ultrasonographie diagnostique.

Je rappelle que, dans le cadre de l'entente intervenue le 12 novembre 2015 entre la FMSQ et le ministre de la Santé, la Fédération a accepté d'affecter un montant pouvant atteindre 30 millions de dollars, à même l'enveloppe budgétaire globale prédéterminée des médecins spécialistes, afin de favoriser l'amélioration de l'accès à ces services.

Aujourd'hui, ce n'est pas une question d'argent qui est au cœur du débat. Nous déplorons l'approche du ministre qui se traduit par de l'improvisation et un travail négligé et qui entraîne une grande incertitude pour le maintien de l'accessibilité à ces services.

Le 27 septembre dernier, le ministre a accusé réception de nos commentaires ainsi que de ceux de l'Association des radiologistes du Québec, je le cite : « Nous serions intéressés à discuter avec vous des mesures qui permettraient d'améliorer l'accès aux examens d'échographie pour la population. » Cet intérêt semble s'être évanoui, car nous attendons toujours l'invitation du ministre.

Il faut croire qu'avec Gaétan Barrette, le passé n'est pas garant de l'avenir. En 2010, alors qu'il présidait la FMSQ, il s'était insurgé contre la manière avec laquelle le ministre de la Santé de l'époque, Yves Bolduc, avait mis en place le programme de procréation médicalement assistée. Il lui reprochait d'avoir agi à la vitesse grand V, sans consultations, sans se soucier des impacts. Il avait alors qualifié l'opération de « bousculante pour l'organisation du réseau ». Il avait également déclaré que « ce programme générerait des attentes démesurées qui ne pourraient être comblées ». Ce programme lancé sans balise a effectivement généré une demande exponentielle dont les coûts ont explosé à un point tel que Gaétan Barrette, devenu ministre de la Santé, a aboli le programme public de PMA, causant un émoi auprès des patientes en

attente de ces services, en plus d'entraîner divers problèmes administratifs qui persistent toujours.

À maintes reprises, nous l'avons invité à ne pas répéter cette erreur dans le dossier de l'échographie. À nouveau, nos demandes sont demeurées sans réponse.

Aujourd'hui, nous sommes exactement à la même place avec la couverture de l'échographie. Sans mettre en place des balises et sans se soucier des impacts qu'auront les décisions unilatérales du ministre, le bar ouvert risque de se reproduire.

Dimanche dernier, le ministre Barrette s'est plaint sur Twitter de ne pas avoir été invité à l'émission *Tout le monde en parle* alors qu'il était question de dossiers de santé. Étrangement, il reproche aux autres ce qu'il nous fait subir. C'est le cas avec les médecins, avec les radiologues dans le cas présent, avec les médecins résidents, avec les pharmaciens, avec les techniciens des laboratoires et les maires qui dénoncent le projet OPTILAB, avec les infirmières qui sont à bout de souffle, et j'en passe.

Nous aussi, nous déplorons ne pas être consultés par le ministre de la Santé dans les dossiers concernant la médecine spécialisée et d'être plutôt contraints à en apprendre davantage sur les orientations ministérielles par les médias. Ainsi, malgré nos interventions répétées dans ce dossier, nous sommes maintenant confrontés à l'improvisation et à la hâte que nous souhaitons éviter.

Les radiologues sont au centre de ce dossier et ils ont à cœur de bien le mener. Je cède maintenant la parole à Dr Oliva.

En fermeture de conférence de presse :

On ne le répétera jamais assez, il faut éviter le mur à mur et l'improvisation. Le ministre doit travailler avec nous afin que ce nouveau service assuré pour les patients soit un succès à long terme et non un feu de paille comme ce fut le cas pour la procréation médicalement assistée.

La FMSQ et l'ARQ demandent au gouvernement de surseoir à la publication et à la mise en application du règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur l'assurance maladie concernant l'ultrasonographie.

La FMSQ et l'ARQ demandent que de véritables pourparlers s'amorcent avec les représentants du MSSS afin qu'une solution réaliste soit identifiée et mise en place avant que n'entrent en vigueur les dispositions du règlement d'application. Cette

solution doit nécessairement privilégier d'abord le recours aux ressources en centres hospitaliers et leur utilisation afin de donner ce service.

En terminant, je vous rappelle que plus de 50 % des échographies sont payées par les assurances privées des patients. En ce début du mois de décembre, le ministre vient donc d'offrir un généreux cadeau de Noël aux compagnies d'assurances. Nous invitons les personnes assurées à exiger de leurs assureurs un rabais sur leurs primes.

Merci. Dr Oliva et moi allons maintenant répondre à vos questions.

Le 1^{er} décembre 2016